

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

11 septembre 2014

Contact : Delaine McCullough, bureau : 1-202-408-1080, tél. portable : 1-202-360-3057

Un nouvel outil accroît la pression pour que les gouvernements ouvrent leurs livres de comptes

Washington, D.C. – Avec le lancement d'un nouvel outil de contrôle en ligne, le Partenariat Budgétaire International accroît la difficulté, pour les gouvernements, de dissimuler les informations relatives à leur utilisation de l'argent public aux citoyens, donateurs et organes de contrôle. Le site de l'Outil de suivi budgétaire de l'Enquête sur le budget ouvert (OBS Tracker, www.obstracker.org), a été lancé aujourd'hui pour permettre aux citoyens, à la société civile, aux médias et autres parties intéressées de vérifier en temps réel si les gouvernements centraux publient les informations nécessaires concernant leur gestion des finances publiques.

L'accès du public aux informations budgétaires est inadéquat dans la majorité des pays, et fortement limité voire inexistant dans beaucoup trop d'entre eux. Ce manque de transparence concernant l'utilisation des fonds publics menace de faire échouer la prochaine génération d'objectifs de développement, les efforts pour s'adapter au changement climatique et atténuer ses effets, et les projets d'utilisation des revenus tirés des ressources naturelles pour promouvoir le développement dans un certain nombre de pays. Afin de comprendre et de tenter d'influencer ces projets d'utilisation des fonds publics et de contrôler la manière dont le gouvernement réalise ces projets, le public doit pouvoir accéder en temps opportun aux informations budgétaires.

Maintenir l'accent sur les budgets ouverts

L'Outil de suivi budgétaire de l'EBO permettra aux citoyens, aux organisations de la société civile, aux journalistes et autres parties prenantes de savoir chaque mois si leur gouvernement publie une série de documents budgétaires — des rapports clés de planification, d'exécution et de contrôle — en temps opportun conformément aux normes internationales pour la transparence et la responsabilité dans le domaine des finances publiques.

Les évaluations existantes offrent un aperçu plus complet des systèmes budgétaires publics, mais communiquent moins fréquemment sur la performance des pays. L'IBP, un groupe de réflexion international qui promeut la budgétisation

publique ouverte et responsable, est surtout connu pour son [Enquête sur le budget ouvert biennale](#) – qui est la seule mesure comparative indépendante sur la quantité d'informations budgétaires qu'un gouvernement met à la disposition du public. L'Enquête révèle également les possibilités pour le public de participer aux processus budgétaires, ainsi que le pouvoir des institutions de contrôle formelles.

« Couvrant plus de 100 pays, l'Enquête sur le budget ouvert est la norme de référence pour évaluer la transparence budgétaire et la responsabilité du gouvernement », a déclaré le directeur exécutif de l'IBP, Warren Krafchik. « Cependant, la recherche, l'analyse et l'examen de cette évaluation globale se déroulent sur deux années, ce qui crée d'importantes lacunes pour suivre et encourager les améliorations du gouvernement. Ainsi, nous avons développé l'Outil de suivi de l'EBO pour fournir certaines informations budgétaires fondamentales sur une base plus fréquente ». En fournissant des mises à jour mensuelles, l'Outil de suivi de l'EBO permet aux gouvernements d'être reconnus presque immédiatement lorsqu'ils prennent des mesures en faveur de la transparence et permet aux intervenants de suivre les progrès accomplis, d'identifier les lacunes et de faire pression pour obtenir des améliorations.

En utilisant les données recueillies par des experts budgétaires indépendants de la société civile dans les pays couverts, l'Outil de suivi de l'EBO contrôle et signale si les gouvernements centraux publient, en temps opportun, les huit documents budgétaires clés requis par les normes internationales de transparence budgétaire. L'Outil de suivi de l'EBO couvrira, dans un premier temps, 30 pays représentant différentes régions. Les pays sont en grande partie sélectionnés sur la base de leur faible niveau de transparence, tel que mesuré par l'Enquête sur le budget ouvert, afin de voir si le fait d'avoir plus d'informations actualisées sera utile aux diverses parties prenantes qui encouragent les gouvernements à améliorer la transparence. Les visiteurs du site web de l'Outil de suivi de l'EBO pourront obtenir un aperçu actualisé de la situation des pays, pourront consulter les tendances dans chaque pays au fil du temps et télécharger les documents budgétaires publiés par les gouvernements.

L'Outil de suivi de l'EBO utilise le calendrier budgétaire des pays couverts pour mettre en évidence le moment auquel les documents budgétaires clés seront mis à la disposition du public, et permettre aux défenseurs de la transparence de cibler leurs efforts autour de la date limite de publication de chaque document budgétaire. Par exemple, l'Outil de suivi budgétaire de l'EBO signale que le gouvernement de la Côte d'Ivoire n'a pas publié le Projet de budget de l'exécutif de 2014, et identifie le mois d'octobre 2014 comme la période au cours de laquelle le Projet de 2015 doit être soumis à l'organe législatif national. Les parties cherchant à améliorer la transparence budgétaire pourraient ainsi intensifier leurs efforts au cours de cette période pour que le gouvernement publie le budget proposé lors de sa soumission aux législateurs.

Julien Kouadio, qui travaille dans un groupe de surveillance de la transparence en Côte d'Ivoire, Social Justice, affirme : « L'Outil de suivi budgétaire de l'EBO fournit des suggestions pratiques aux Ivoiriens, aux organisations de la société civile et

aux donateurs internationaux pour encourager le gouvernement à prendre des mesures immédiates afin d'améliorer la transparence budgétaire. Il nous révèle où se situent les problèmes, comme le fait que le gouvernement n'ait pas publié le projet de budget, et nous indique quand faire pression pour obtenir un changement. »

Il est important de noter que l'Outil de suivi de l'EBO fournit uniquement des informations concernant la publication ou non des documents budgétaires clés par le gouvernement. En revanche, il ne fournit pas d'évaluation de la quantité de détails ou d'exhaustivité des informations contenues dans ces documents. L'Enquête sur le budget ouvert reste la source principale de ces informations et sert également d'évaluation du système budgétaire public plus large dans un pays.

« L'Outil de suivi de l'EBO complète l'ensemble de l'Enquête sur le budget ouvert sans pour autant la remplacer. Il joue le rôle de thermomètre ou de tensiomètre car il peut indiquer l'état de santé général du système et identifier les domaines susceptibles de rencontrer des problèmes. En revanche, il ne peut pas fournir de diagnostic complet », dit Krafchik. « Mais désormais, les gouvernements qui ouvriront leurs budgets obtiendront la reconnaissance immédiate qu'ils méritent, tandis que ceux qui limitent l'information, ou la restreignent davantage, n'échapperont pas à l'examen du public. »

Les résultats préliminaires indiquent d'importantes possibilités d'amélioration

Les résultats préliminaires de l'Outil de suivi budgétaire de l'EBO révèlent que, sur les 240 documents potentiels qui devraient être publiés par les 30 pays couverts, 94 ne le sont pas, dont 37 documents produits par les gouvernements mais destinés à un usage interne uniquement. De plus, plus d'un pays sur quatre ne publie pas leurs Projets de budget de l'exécutif, sans doute le document budgétaire le plus important, car il permet aux citoyens d'influencer et de débattre des plans budgétaires avant leur finalisation. Et près de la moitié des pays ne publie pas de Rapports d'audit, bien que ceux-ci fournissent des contrôles indispensables concernant l'exactitude des comptes d'un gouvernement et la conformité de celui-ci aux lois et réglementations en vigueur.

Les défenseurs de la transparence pourraient utiliser ces informations pour identifier les mesures spécifiques pouvant être prises par les gouvernements individuels pour améliorer la transparence budgétaire. Souvent, la mesure la plus simple et la moins coûteuse pouvant être prise par un gouvernement pour améliorer sa transparence est de commencer à publier les documents actuellement produits pour usage interne, mais qui ne sont pas mis à disposition du public. Un gouvernement peut alors commencer à produire et à publier des documents budgétaires qui ne sont actuellement pas produits, même pour son usage interne.

###

À propos du Partenariat Budgétaire International

Le Partenariat Budgétaire International (www.internationalbudget.org) est une organisation non gouvernementale internationale qui collabore avec la société civile du monde entier en vue d'utiliser l'analyse et le plaidoyer budgétaires en tant qu'outil pour améliorer l'efficacité de la gouvernance et réduire la pauvreté. La [Fondation Ford](#), l'[Open Society Institute](#), la [Fondation Flora et William Hewlett](#) et le [Département du Royaume-Uni pour le développement international](#) (DfID) financent l'Initiative sur le Budget Ouvert du Partenariat Budgétaire International. Le Partenariat Budgétaire International n'est pas affilié au gouvernement des États-Unis et ne reçoit pas de financement de ce dernier.